



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
1^{er} avril 2015
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2015

1^{er}-12 juin 2015, New York

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

Rapport annuel de la Directrice exécutive

Résumé

En 2014, l'UNOPS a exécuté de nombreux projets d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de développement pour le compte de ses partenaires. Dans le cadre de plus de 1 200 projets exécutés dans plus de 80 pays, il a aidé des personnes dans le besoin, parfois dans des conditions les plus difficiles.

En 2014, l'UNOPS a exécuté des projets d'un montant total de 1,2 milliard de dollars, contre 1,16 milliard en 2013. L'augmentation s'explique principalement par le fait qu'il a davantage été fait appel à ses services pour l'appui aux activités de développement menées en Afghanistan et au Myanmar, à la lutte antimines au Mali, en Somalie et au Soudan du Sud et à l'action humanitaire au Moyen-Orient.

Pour le compte de ses partenaires, l'UNOPS a construit, conçu ou remis en état 175 ponts, 4 577 kilomètres de route, 2 pistes d'atterrissage, 30 établissements scolaires et 18 hôpitaux et cliniques.

En 2014, 37 % des projets bénéficiant de l'appui de l'UNOPS se sont traduits par la création d'emplois locaux pendant la durée de la mise en œuvre : en tout plus de 3 millions de jours de travail rémunéré. L'UNOPS a acheté plus de 669 millions de dollars de biens et services pour le compte de ses partenaires, dont plus de 49 000 machines et articles de matériel et plus de 5 500 véhicules. Plus de 17,8 millions d'articles médicaux ont été acheminés, parmi lesquels environ 3,6 millions de trousse de diagnostic qui ont été distribuées.

L'UNOPS a continué d'améliorer ses méthodes de fonctionnement en se référant aux normes internationales. Sa situation financière est solide, son mandat est bien défini et ses services sont plus demandés que jamais par les organismes des Nations Unies, les États et le secteur privé.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (21 août 2015).



Éléments de décision

Le Conseil d'administration est invités à prendre note des éléments suivants : a) les importantes contributions de l'UNOPS aux résultats opérationnels obtenus par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires en 2014; b) les efforts consentis pour améliorer les contributions de l'UNOPS aux résultats durables des partenaires et pour établir des rapports à ce sujet, en s'appuyant sur les meilleures pratiques et les normes reconnues et c) les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2014-2017, qui font que l'UNOPS peut s'appuyer sur des bases solides pour aider les États Membres à atteindre les objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Cadre de résultats	4
III. Résultats opérationnels	4
A. Aperçu des résultats obtenus pour le compte des partenaires	4
B. Gestion de projet viable	5
C. Projets d'infrastructure respectueux du principe de viabilité	9
D. Activités d'achat respectueuses du principe de viabilité	11
E. Contributions à la viabilité	13
IV. Résultats de gestion.	18
A. Valeur reconnue par les partenaires	18
B. Excellence des modes de fonctionnement.	19
C. Excellence des ressources humaines	21
D. Gestion financière	22

I. Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès accomplis durant l'année 2014 dans la mise en œuvre du plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2014-2017. En 2014, l'UNOPS a aidé ses partenaires à apporter une assistance tangible à des populations dans le besoin. Ce faisant, il a contribué à aligner le mode de fonctionnement de ses partenaires sur les normes internationales d'efficacité, d'efficacité et de transparence et, ainsi, à promouvoir un développement durable partout dans le monde.

II. Cadre de résultats

2. L'Assemblée générale a établi le mandat de l'UNOPS par sa résolution 65/176. Le Conseil d'administration a approuvé le plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2014-2017 en septembre 2013. Dans sa décision 2013/23, le Conseil d'administration s'est félicité que les services fournis par l'UNOPS soient mieux ciblés et que l'accent soit mis sur la durabilité, l'appropriation par les pays et le développement des capacités.

3. L'UNOPS aide ses partenaires à atteindre leurs objectifs en matière d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de développement. Il contribue à leurs résultats opérationnels en se concentrant sur trois objectifs ou domaines d'action : la gestion de projets, l'infrastructure et les achats.

4. Le plan stratégique de l'UNOPS pour la période 2014-2017 établit le cadre de résultats utilisé dans le présent rapport. En 2014, plus de 1 200 projets ont été évalués suivant cette méthode. La méthodologie est exposée en détail à l'annexe IV, disponible sur la page Web du Conseil d'administration.

5. Le rapport présent rapport étant le premier qui ait été élaboré depuis l'adoption du plan stratégique, il ne sera pas toujours possible de comparer les données avec celles qui figuraient dans les précédents rapports.

III. Résultats opérationnels

A. Aperçu des résultats obtenus pour le compte des partenaires

6. En 2014, l'UNOPS a construit, conçu ou remis en état 175 ponts, 4 577 kilomètres de routes, 2 pistes d'atterrissage et 1 hélicoptère, contre 81 ponts, 3 560 kilomètres de route, 2 pistes d'atterrissage et 1 port en 2013. Il a géré la construction, la conception ou la remise en état de 30 établissements scolaires, 1 université, 14 hôpitaux, 4 dispensaires, 18 postes sanitaires et 7 établissements de santé spécialisés, contre 31 établissements scolaires, 15 universités et 26 hôpitaux et dispensaires en 2013.

7. En 2014, 10 commissariats de police et 11 prisons ont été construits, conçus ou rénovés, de même que 11 tribunaux et 6 postes douaniers et postes frontières. En 2013, l'UNOPS avait construit ou rénové 7 commissariats de police, 7 prisons, 7 tribunaux et 13 postes douaniers et postes frontières.

8. En 2014, 37 % des projets appuyés par l'UNOPS ont créé de l'emploi local durant leur mise en œuvre : au total plus de 3 millions de jours de travail rémunérés, dont la majorité dans le cadre des projets d'infrastructure.

9. L'UNOPS a appuyé le travail de déminage mené par le Service de la lutte antimines de l'ONU et des partenaires dans 17 pays et territoires. Il a fourni un appui à la gestion des ressources humaines, des achats et des marchés et des subventions, un appui technique et opérationnel et des services financiers et juridiques.

10. L'UNOPS a acheté plus de 669 millions de dollars de biens et services pour le compte de ses partenaires, en partie dans le cadre d'un ensemble de services d'exécution et en partie à titre d'appui direct. Il a notamment acheté plus de 300 panneaux solaires qui ont permis de mettre en œuvre des solutions énergétiques durables en 2014.

11. L'UNOPS a également acheté plus de 49 000 machines et articles de matériel pour le compte de ses partenaires. Il a notamment fait l'acquisition de quelque 5 500 véhicules, contre plus de 4 000 en 2013. Plus de 17,8 millions d'articles médicaux ont été acheminés, dont près de 5 millions de préservatifs et 3,6 millions de trousse de diagnostic distribués. Plus de 110 millions de doses de médicaments ont été achetées ou distribuées.

12. L'UNOPS a aidé ses partenaires à développer les capacités locales en appuyant la formation de plus de 84 000 personnes (contre 47 000 personnes en 2013), y compris dans les domaines de la santé, de l'infrastructure et de l'assainissement. Ce nombre comprend 6 000 personnes qui ont reçu une formation de formateur pour pouvoir contribuer au développement des capacités.

13. L'UNOPS a aidé ses partenaires à organiser 684 manifestations et rencontres de haut niveau, contre 288 en 2013, et a fourni un appui à 88 activités audiovisuelles de sensibilisation et de mobilisation.

14. L'UNOPS a géré ou suivi 565 subventions, contre 555 en 2013, pour le financement de divers types de projets, en plus de 3 600 subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) attribuées à des bénéficiaires de plus de 120 pays.

15. L'UNOPS a fourni divers services d'appui à l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, il a construit, conçu ou rénové 15 bâtiments, dont des locaux à usage de bureaux, des entrepôts et les logements. Il a également fourni des services d'achats groupés, et notamment acheté des biens d'une valeur d'environ 62 millions de dollars par l'intermédiaire de « UN Web Buy » (72 millions de dollars en 2013).

16. L'UNOPS a fourni à ses partenaires plus de 31 000 jours de services de conseil (96 % de services d'assistance technique et 4 % de services de développement des capacités), contre 14 600 jours en 2013.

B. Gestion de projet viable

17. L'UNOPS fournit une vaste gamme de services de gestion de projet viable, qui vont de services de gestion générale de programmes et projets à des services d'appui opérationnel.

18. Quelque 55 % des activités menées en 2014 relèvent de la gestion de projets, un des domaines prioritaires de l'UNOPS. Pour l'essentiel, il s'agit de services d'appui tels que services de gestion financière et de gestion des ressources humaines et gestion de subventions, dont plus de la moitié ont été fournis à des organismes des Nations Unies.

19. L'UNOPS a supervisé plus de 200 projets pour le compte de partenaires (contre 135 en 2013), y compris en Albanie, au Burkina Faso, au Sahara occidental, en Serbie, au Soudan du Sud et en Tunisie.

20. Au Myanmar, l'UNOPS gère le Three Millennium Development Goals Fund, qui sert à financer des services de santé, en partenariat avec le Ministère de la santé. Il reçoit aussi le plus gros des ressources dégagées pour le Myanmar par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'Initiative régionale de résistance à l'artémisinine, qui couvre le Bassin du Mékong. Grâce à la participation de l'UNOPS à ces 3 initiatives, plus de 33 000 habitants du Myanmar ont reçu en 2014 une formation relative aux outils utilisés pour les interventions de santé publique.

21. Plusieurs projets ont été exécutés dans le domaine de la prévention des crises et de la consolidation de la paix. Ainsi, en République arabe syrienne, il a fourni à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques un soutien logistique et un appui en matière de sécurité.

22. L'UNOPS a fourni un appui opérationnel à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour un programme d'urgence visant à enrayer une épidémie de poliomyélite en Éthiopie. Il a fourni une assistance technique pour la gestion des transports et l'administration des ressources humaines, pour l'équipe de plus de 60 personnes chargée du programme.

23. En sus des nombreux projets dans le cadre desquels des services de gestion financière, de gestion du personnel et d'achats ont été fournis à des partenaires, plus de 2 300 personnes travaillant pour le centre de gestion des ressources humaines de Bangkok ont appuyé des projets exécutés dans 57 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Europe, d'Asie et du Pacifique, pour le compte des partenaires tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, ONU-Habitat et l'Organisation internationale pour les migrations.

24. L'UNOPS fait partie du consortium de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, qui comprend le PNUD, les Gouvernements ghanéen et suédois, et plusieurs initiatives de développement. Dans ce cadre, il a géré un fonds de commun de contributions financières pour le compte de plus de 23 partenaires, y compris des gouvernements, des organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile.

25. L'UNOPS a fourni un appui à la gestion des ressources humaines au Bureau du représentant du Quatuor en Palestine, pour l'aider à renforcer ses dispositifs de sécurité en Cisjordanie et à Gaza.

26. L'UNOPS a géré les contrats de 17 agents de terrain spécialistes de l'appui en matière de nutrition pour le compte du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Kenya. Les agents ont collaboré avec le Ministère de la santé publique et de

l'assainissement pour améliorer les services essentiels de nutrition dans différentes parties du pays où la sécurité alimentaire des ménages se dégradait.

27. L'UNOPS travaille en collaboration avec le Ministère de l'énergie et des mines du Pérou pour assurer un suivi et établir des rapports concernant l'utilisation de fourneaux à bois améliorés dans quatre localités. En 2014, il a produit plusieurs rapports techniques pour faciliter l'analyse de la consommation de bois de feu et des incidences que l'introduction des appareils de cuisson améliorés a eus pour les populations cibles.

28. L'UNOPS a contribué à des projets visant promouvoir les principes de reconnaissance mutuelle entre l'État et la société civile, de participation à la vie publique et de responsabilisation. Ainsi, dans le cadre d'un projet financé par le Gouvernement danois, plus de 280 personnes du Kurdistan iraquien ont reçu une formation concernant les droits de l'homme et les pratiques optimales applicables aux partenariats entre État et société civile. Cette formation a directement donné lieu à l'adoption par le gouvernement régional du Kurdistan du Pacte de partenariat et de développement entre les autorités publiques et les organisations non gouvernementales du Kurdistan, premier instrument officiel de coopération jamais adopté dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord.

29. Pour le compte du gouvernement japonais, l'UNOPS a géré à El Fasher, ville du Darfour septentrional (Soudan) la remise en état d'une station d'épuration qui ne fonctionnait plus depuis 10 ans. Mis en œuvre en partenariat avec les autorités locales chargées de la gestion de l'eau, ce projet vise à améliorer l'accès à l'eau potable de quelque 56 000 personnes en réduisant les pénuries d'eau et la vulnérabilité à la sécheresse. L'UNOPS a aussi contribué à développer les capacités locales de gestion et d'entretien de la station.

30. L'UNOPS a soutenu le travail que font le Service de la lutte antimines de l'ONU et ses partenaires dans les domaines de la lutte antimines, de la gestion des explosifs à des fins d'aide humanitaire et de stabilisation, du renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies et de la gestion des armes et des munitions dans 17 pays et territoires. Il a fourni des services de gestion des ressources humaines, d'achat, de passation de marchés, de gestion des subventions et d'appui technique et opérationnel, ainsi que des services financiers et juridiques. Pour un montant total d'environ 230 millions de dollars, l'UNOPS a aidé son principal partenaire, le Service de la lutte antimines, à obtenir toute une série de résultats, dont les suivants :

a) En Afghanistan, 12 695 mines antipersonnel, 522 mines antichars, 24 engins explosifs improvisés abandonnés, 180 018 munitions non explosées et 113 121 munitions d'armes légères ont été détruits. Plus de 700 000 personnes, réparties dans tout le pays, ont reçu une formation sur les dangers posés par les mines.

b) Dans l'État de Palestine, le Service de la lutte antimines met en œuvre des programmes à Gaza et en Cisjordanie. À Gaza, le déminage a permis à 250 000 élèves de retourner à l'école et, en Cisjordanie, une zone de 71 619 mètres carrés a été déminée.

c) En Somalie, l'équipe de neutralisation des explosifs de la Police somalienne a bénéficié d'activités de formation et de mentorat et a reçu du matériel. Grâce à la formation à la destruction des engins explosifs improvisés qui lui a été

dispensée, la Police somalienne est maintenant appelée en premier lorsqu'une intervention est nécessaire à Mogadiscio ou à Baidoa.

d) Au Mali, un total de 786 villages et zones jugées potentiellement dangereuses ont fait l'objet de relevés qui ont permis la destruction sûre de 347 restes explosifs de guerre et 57 762 munitions d'armes légères. Un total de 24 263 personnes, dont environ 50 % de femmes et de filles, ont reçu une formation concernant les dangers posés par les mines.

e) Au Soudan du Sud, des équipes de chiens démineurs ont mené un total de 2 530 fouilles en vue de protéger les civils, ce qui a permis de renforcer la sécurité des déplacés, du personnel humanitaire, du personnel de maintien de la paix et des organisations non gouvernementales partenaires.

f) En République centrafricaine, plus de 100 tonnes de munitions ont été mises en sécurité et 7 tonnes de munitions dégradées ont été détruites. Quelque 790 des 2 684 armes obsolètes mises en sécurité ont été détruites par 12 membres de la Gendarmerie et de l'armée nationale entraînés à l'utilisation d'une cisaille servant à découper les armes.

g) En République démocratique du Congo, un total de 26 805 restes explosifs de guerre et 74 mines terrestres ont été rassemblés et détruits. Deux partenaires nationaux ont soutenu une initiative de formation de formateurs dans le cadre de laquelle 1 832 enseignants du primaire ont reçu une formation relative aux dangers posés par les mines.

h) Au Darfour, 20 personnes souffrant de handicaps dus à des restes explosifs de guerre ont reçu une formation professionnelle. Quelque 190 personnes, y compris 25 femmes, ont été formées à la fabrication de matériel destiné aux personnes handicapées; 500 béquilles et 100 pièces de fauteuils roulants ont ainsi été produites localement.

i) En Libye, 20 tonnes de restes explosifs de guerre et de munitions non explosées ont été enlevées de Tripoli et des zones environnantes, puis détruites; le Service de la lutte antimines a également aidé le Centre libyen de lutte antimines à dispenser une formation sur les dangers posés par ces engins.

j) Au Soudan, plus de 4 millions de mètres carrés de terres et plus de 1 500 kilomètres de route ont été déclarés débarrassés de toutes munitions non explosées et mines terrestres.

k) Au Sahara occidental, plus de 16 000 personnes, dont des réfugiés des camps du sud de l'Algérie, ont reçu une formation relative aux dangers posés par les mines, et 300 membres du personnel de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ont bénéficié d'activités de formation et de recyclage sur les mesures de sécurité à prendre pour éviter les dangers posés par les mines terrestres.

l) En Côte-d'Ivoire, près de 20 000 kilogrammes de munitions expirées ont été détruites et 4 719 armes ont été collectées. Cinquante-sept membres des forces de sécurité nationales, dont deux femmes, ont été formés à la destruction des explosifs. Plus de 4 000 personnes, dont plus de 25 % de femmes, ont reçu une formation relative aux dangers posés par les mines.

Encadré 1

Renforcement de la lutte contre l'Ebola en Afrique de l'Ouest

Depuis octobre 2014, l'UNOPS soutient les efforts internationaux de lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en fournissant des services d'achat et de soutien logistique.

Au Libéria, il s'est associé à l'OMS pour aider le Ministère de la santé et de la sécurité sociale à se procurer d'urgence des véhicules dont il avait absolument besoin. Il a acheté 19 ambulances et a fourni un appui en matière d'intervention rapide à la fondation Bill & Melinda Gates. En 2015, il continuera à soutenir l'OMS, en étroite collaboration avec la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, et aidera également les Gouvernements guinéen, libérien et sierra-léonais à répondre aux besoins des populations touchées et du personnel sanitaire, dans le cadre des efforts visant à aider la région à se relever.

C. Projets d'infrastructures respectueux du principe de viabilité

31. L'UNOPS fournit une vaste gamme de solutions d'infrastructure, en fonction des besoins des partenaires et des capacités dont il dispose pour fournir des solutions techniques appropriées aux différentes étapes (conception, construction, entretien, exploitation, rattrapage, remise en état et démantèlement).

32. Quelque 29 % des activités menées par l'UNOPS en 2014 concernaient l'infrastructure (pour moitié l'infrastructure de transport et pour un tiers les bâtiments). En outre, l'UNOPS a fourni des services d'infrastructure pour la gestion de l'eau et des déchets, la réduction des risques de catastrophe, le relèvement postcatastrophe et le renforcement de la résilience.

33. Dans le domaine des infrastructures de transport, en 2014, l'UNOPS a travaillé sur 175 ponts, 4 577 kilomètres de routes et pistes d'atterrissage (81 ponts, 3560 kilomètres de route et 2 pistes d'atterrissage en 2013), dont plus de 100 ponts en République démocratique du Congo sur lesquels il a travaillé avec le Gouvernement, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Union européenne et les Pays-Bas, améliorant ainsi les moyens de subsistance des populations locales en favorisant la productivité agricole et l'acheminement des produits vers les marchés.

34. En Amérique latine, l'UNOPS fournit une assistance technique variée, y compris des services consultatifs aux gouvernements concernant de vastes projets d'infrastructure sanitaire. En 2014, il a fourni 4 400 jours d'assistance technique à la Caisse de sécurité sociale du Panama, qu'il a aidée à construire et équiper 12 nouveaux hôpitaux et cliniques répartis dans le pays.

35. L'UNOPS aide ses partenaires à développer leurs compétences de diverses manières. Par exemple, en 2014, il a fourni dans 7 pays 1 786 jours de formation destinée à renforcer les capacités nationales dans les domaines de la construction, des transports, des technologies de l'information et de la communication, et de l'eau et de l'assainissement. Dans la province d'Oruzgan, une des régions d'Afghanistan les plus frappées par la pauvreté, il a fourni aux autorités locales 261 jours de formation visant à renforcer les capacités, dans le cadre d'un programme financé

par le Gouvernement australien ayant pour objet de relier pour la première fois des localités reculées et rurales à des routes utilisables en toutes saisons, ce qui a permis de créer des emplois et de nouvelles possibilités de croissance économique.

36. En Éthiopie, l'UNOPS a appuyé le système des Nations Unies en construisant des bâtiments à usage de bureaux et de logements pour un bureau du Programme alimentaire mondial, selon des techniques de construction permettant de réduire la consommation d'énergie et de respecter le principe de la viabilité.

37. En collaboration avec la Banque mondiale, l'UNOPS sert de partenaire d'exécution au Département des douanes d'Afghanistan afin de faciliter les opérations de douane. En 2014, quatre postes de douane ont été conçus et construits et deux autres ont été remis en état. Plus de 1 700 personnes ont été formées, dont plus de 1 000 Afghans, dans le cadre du renforcement des capacités du Département. L'UNOPS a également fourni 360 jours d'assistance technique.

38. En 2014, l'UNOPS a fourni plus de 11 000 jours d'assistance technique et formé plus de 5 000 personnes, dans 10 pays, dans des domaines touchant l'infrastructure. En El Salvador, par exemple, il a fourni plus de 500 jours d'assistance aux autorités nationales en vue de la modernisation et de l'amélioration de ports et d'aéroports, et au Nicaragua, il a fourni plus de 500 jours de services consultatifs pour la construction et l'aménagement du plus grand hôpital du pays, afin d'améliorer le réseau national de santé.

39. En Afghanistan, grâce à des fonds du Ministère du développement international, l'UNOPS a fourni 150 jours de formation axée sur le renforcement des capacités afin de permettre au Ministère des travaux publics de mettre au point un système routier efficace et durable et d'investir dans l'entretien du réseau dans les provinces de Kaboul, Helmand et Balkh.

40. En Haïti, l'UNOPS a installé 213 réverbères solaires dans les quartiers de la capitale fortement touchés par la violence, ce qui a amélioré la sécurité et réduit les risques de violence nocturne.

41. L'UNOPS continue d'apporter son appui au Gouvernement haïtien en aidant à la remise en état 16 quartiers et à la fermeture de 16 camps prioritaires à Port-au-Prince. Financé par le Fonds pour la reconstruction d'Haïti du Groupe des Nations Unies pour le développement, le projet a été mis sur pied après le tremblement de terre de 2010 et a pour objet de reconstruire 16 quartiers où des familles déplacées vivaient dans 6 camps. Il a pour objet de créer des logements durables et d'améliorer les conditions de vie en accroissant l'accès aux services essentiels. En 2014, grâce à des fonds de Woord en Daad, organisation non gouvernementale des Pays-Bas, l'UNOPS a conçu et construit 250 maisons et 45 immeubles d'appartements. Avec des fonds de la Croix-Rouge américaine, il a aussi construit 350 systèmes de confinement des déchets.

Encadré 2

Appui à la gestion de la situation des réfugiés syriens en Jordanie

Situé dans l'est de la Jordanie, le camp Azraq a été ouvert en avril 2014 afin d'accueillir les réfugiés syriens qui arrivaient en nombres croissants en Jordanie. Prévu pour un maximum de 130 000 personnes, il se compose de 4 villages de 10 000 à 12 000 résidents chacun.

Afin d'améliorer la sécurité des réfugiés et des travailleurs humanitaires, l'UNOPS a, pour le compte du Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement, aidé le Gouvernement jordanien à construire et équiper des postes de sécurité, y compris pour les unités de police de proximité. Bon nombre de ces installations ont été équipées de panneaux solaires afin de garantir une source d'énergie propre et durable. La mise en place de ces panneaux solaires, qui constituent le plus vaste système non relié au réseau en Jordanie, témoigne de la volonté de l'UNOPS de favoriser la viabilité.

D. Activités d'achat respectueuses du principe de viabilité

42. Une gestion efficiente et efficace des achats est indispensable pour que les partenaires de l'UNOPS puissent atteindre leurs objectifs d'aide humanitaire, de consolidation de la paix et de développement dans les délais et dans le respect du principe de viabilité. En 2014, de nombreuses activités d'achat ont eu lieu dans le cadre de la gestion de projets et de projets d'infrastructures, les achats non liés à d'autres types d'activité représentent 16 % de l'ensemble, ce qui montre bien que les différents domaines de compétence de l'UNOPS sont liés entre eux.

43. En 2014, l'UNOPS a acquis des biens (34 %) et des services (66 %) d'une valeur de 669 millions de dollars. Les cinq pays dans lesquels le plus d'achats ont été faits sont, en ordre décroissant, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan du Sud, le Danemark et le Soudan, ce qui montre que l'UNOPS a la volonté de s'approvisionner dans des pays en développement et des pays en transition.

44. En 2014, l'UNOPS a aidé à développer les capacités en matière d'achats respectueux du principe de viabilité et a aidé des partenaires en achetant des médicaments contre le VIH/sida et le paludisme, des fournitures médicales (y compris des moustiquaires et des préservatifs) et des articles de secours d'urgence, dont des kits solaires, des savons et des pastilles de purification de l'eau. En collaboration avec le Gouvernement du Honduras, il a acheté plus de 44 millions de doses de médicaments.

45. En vue de soutenir les efforts internationaux de lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, l'UNOPS a livré 10 ambulances et 10 pick-up au Libéria pour le compte de la Banque mondiale et du Gouvernement. Les véhicules ont été utilisés pour transporter les personnes atteintes de l'Ebola jusqu'aux unités de traitement et pour permettre l'inhumation sûre et digne des personnes dont il était avéré ou présumé qu'elles avaient succombé à la maladie.

46. L'UNOPS achète des biens et services pour le compte de ses partenaires. Les services comprennent la planification, l'amélioration des spécifications et la coordination des activités des acquéreurs et des responsables des achats. En 2014, ces services ont représenté 97 % des achats de l'UNOPS non liés à d'autres activités; 42 % concernaient l'achat de véhicules et 36 % l'achat d'articles destinés aux soins de santé.

47. En partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'UNOPS renforce les capacités opérationnelles de trois partenaires de réalisation au Bangladesh. Avec le département local du génie et deux organisations

non gouvernementales, la Mission Dhaka Ahsania et Wildteam, il concourt à améliorer le respect des exigences du Gouvernement des États-Unis relatives aux projets, en particulier dans les domaines de la gestion financière, des achats, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des projets et de l'administration des subventions. En 2014, il a fourni un total de 57 jours d'assistance technique pour valider les besoins en capacités et élaborer un plan d'activités de développement sur mesure pour chacun des trois partenaires.

48. Aux Maldives, l'UNOPS a aidé le Ministère de la santé à se doter d'un système d'achats centralisés pour répondre aux besoins en matière de santé publique. En outre, il a aidé le Gouvernement en achetant pour son compte plus de 630 000 doses de médicaments, 157 000 accessoires médicaux et 650 articles de matériel médical.

49. Au Pérou, l'UNOPS s'est associé à l'agence nationale pour la sécurité sociale, EsSalud, pour administrer les fonds publics destinés à améliorer l'infrastructure sanitaire du pays. Il a acheté plus de 2 000 articles de matériel médical, dont des appareils de radiographie, de mammographie et d'angiographie, pour un hôpital du nord du Pérou. Dans le cadre du projet, qui avait pour but de réduire la prévalence des maladies infectieuses et les taux de mortalité maternelle, infantile et postinfantile, l'UNOPS a aussi conçu et construit un hôpital à Apurimac, dans le sud du Pérou, et conçu un hôpital au nord de Lima.

50. Au Cambodge, l'UNOPS reçoit la plupart des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme depuis mi-2013. En 2014, il a acheté plus de 3,6 millions de moustiquaires, 128 000 doses de médicaments antipaludiques et plus de 200 microscopes pour aider à la prévention, au diagnostic et au traitement des cas de paludisme.

51. En 2014, en coordination avec le Fonds central pour les interventions d'urgence du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, l'UNOPS a acheté plus de 700 000 articles de secours, dont 450 000 savons et 250 000 pastilles de purification de l'eau, qui ont été distribués à plus de 13 600 familles touchées par l'épidémie de choléra qui s'était déclarée dans les zones urbaines et rurales de la capitale haïtienne, Port-au-Prince. Dans le cadre de ce projet, il a également mené des activités de sensibilisation et d'information sanitaire dans 71 établissements scolaires, 7 centres de traitement du choléra, 6 associations locales et 4 institutions publiques, touchant ainsi plus de 160 000 personnes.

52. En Éthiopie, grâce à des ressources du Fonds international de développement agricole, l'UNOPS a aidé le Gouvernement à faire l'acquisition de 644 motos et 11 pick-up et véhicules tout-terrain devant contribuer à réduire la pauvreté des ménages ruraux et à améliorer l'accès aux services financiers. Au Guatemala, l'UNOPS apporte un appui technique à la Direction de la sécurité sociale, pour aider à améliorer la qualité des installations et des services hospitaliers. Dans le cadre de cette entreprise, qui comprend la construction d'un des plus grands hôpitaux d'Amérique centrale, l'UNOPS a fourni 88 appareils médicaux, dont du matériel chirurgical et des systèmes de surveillance des nouveau-nés, pour des hôpitaux et centres de santé.

53. En République centrafricaine, l'UNOPS a appuyé la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République

centrafricaine en effectuant les travaux de planification et les premiers travaux de construction de trois bases destinées à l'hébergement de 300 membres de son personnel. Située hors de la capitale, Bangui, chaque base accueillera 100 personnes, et pourra être agrandie pour en accueillir 200 lors d'une deuxième phase.

Encadré 3

Les kits solaires améliorent les conditions de vie des familles déplacées en Iraq

En 2014, dans le cadre des opérations d'assistance d'urgence aux déplacés, l'UNOPS a, en collaboration avec des organismes des Nations Unies, distribué 24 142 lampes solaires et kits solaires de chargement de téléphones portables à des familles du Kurdistan iraquien. Financés par le Fonds humanitaire d'Arabie saoudite pour l'Iraq en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les kits de chargement fournissent à plus de 117 000 personnes installées dans le nord de l'Iraq un accès fiable à l'électricité. Les kits solaires permettent aux bénéficiaires de s'éclairer et de charger de petits appareils électroniques. Ils comprennent deux lanternes détachables qui améliorent la sécurité des femmes et des enfants en leur permettant de s'éclairer quand ils vont chercher de l'eau ou se rendent aux toilettes ou dans les zones communes pendant la nuit. Le chargeur de téléphones portables permet aux bénéficiaires de garder le contact avec les membres de leur famille et leurs amis. Plus de 850 000 personnes ont trouvé refuge dans le Kurdistan iraquien depuis le début de 2014.

E. Contributions à la viabilité

54. L'UNOPS est déterminé à favoriser la viabilité et à communiquer des informations à ce sujet. Conformément aux décisions 2012/16 et 2012/24 de son Conseil d'administration, il a institutionnalisé les principes du renforcement des capacités nationales et de la viabilité. Son plan stratégique pour la période 2014-2017 prévoit qu'il continuera de transversaliser le renforcement des capacités nationales et les pratiques viables dans toutes ses interventions, y compris en faisant appel aux ressources locales.

55. L'UNOPS a affiné les moyens dont il dispose pour mesurer les contributions qu'il apporte à la viabilité dans le cadre de l'exécution des projets. Ainsi, les résultats obtenus en 2014 sur le plan de la viabilité ont été pondérés en fonction du type d'exécution. La méthodologie est exposée en détail à l'annexe IV.

56. En 2014, les gestionnaires de projets ont évalué plus de 1 200 projets du point de vue des capacités nationales et de la viabilité (croissance économique équitable, justice et inclusion sociales, et impact environnemental).

57. En 2015, l'UNOPS continuera d'étudier les pratiques optimales et les normes se rapportant à la communication de l'information sur la viabilité en examinant les volets pertinents de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

Capacités nationales

58. L'UNOPS respecte le principe de l'appropriation nationale et y adhère. Il aide à renforcer les capacités nationales en offrant un appui consultatif et des activités de formation, en partageant des données d'expérience, des données sur les pratiques optimales et des connaissances techniques, et en favorisant le renforcement des contrôles de gestion afin d'améliorer la transparence et le respect du principe de responsabilité.

59. Environ 60 % des projets appuyés par l'UNOPS en 2014 comprenaient une ou plusieurs activités qui ont contribué à renforcer les capacités nationales. Pour les services de gestion des projets et d'appui, le pourcentage était de 58 %, pour les services d'infrastructures, il était de 81 % et pour les services d'achat non liés à d'autres activités, il était de 32 %.

60. Une formation en cours d'emploi a été fournie dans le cadre de 41 % des projets. Par exemple, au Myanmar, dans le cadre des activités menées par l'UNOPS en tant que principal destinataire des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, plus de 2 000 fonctionnaires locaux et employés d'organisations non gouvernementales ont été formés à la gestion financière, au suivi et à l'évaluation, ainsi qu'à la gestion de la chaîne logistique.

61. En 2014, des programmes formels de certification ont été mis en œuvre dans le cadre de 33 % des projets de l'UNOPS. Des certificats ont été délivrés dans le cadre de 23 % des projets. En Serbie, par exemple, dans le cadre du Programme européen de partenariat avec les municipalités, financé par l'Union européenne et le Gouvernement suisse, les représentants de cinq collectivités locales ont reçu les certifications ISO-9001 et ISO-14001 de l'Organisation internationale de la normalisation, relatives aux systèmes de gestion de la qualité, ce qui leur permettra de mieux servir les citoyens.

Encadré 4**Action visant à remédier aux graves pénuries de fournitures médicales au Honduras**

En 2014, l'UNOPS a fourni une assistance technique à la Direction de la sécurité sociale et au Ministère de la santé du Honduras en achetant des médicaments et des fournitures médicales de première nécessité pour remédier à une grave pénurie. Il a notamment acheté des insecticides utilisés pour prévenir la dengue, infection virale qui est transmise par un moustique et qui demeure un problème grave au Honduras. En 2013, le pays a déclaré l'état d'urgence quand 12 000 personnes ont été contaminées.

Grâce à des processus d'approvisionnement durables, l'UNOPS a acheté 44 millions de doses de médicaments et 2,1 millions d'accessoires médicaux et chirurgicaux pour le compte de la Direction de la sécurité sociale, ce qui a permis d'approvisionner 27 hôpitaux publics et plus de 1 600 centres de santé répartis dans tout le pays. En faisant appel à l'UNOPS pour obtenir des services d'achat rapides et transparents, le Ministère de la santé a économisé entre 30 % et 300 % sur les fournitures achetées. Au cours de la deuxième phase de ce projet, l'UNOPS aidera la Direction de la sécurité sociale à renforcer ses capacités institutionnelles.

Croissance économique équitable

62. L'UNOPS fournit une assistance aux gouvernements en vue de favoriser l'autonomisation sociale et économique. Il contribue à la viabilité économique en promouvant des stratégies et des pratiques de gestion et d'investissement efficaces; en renforçant les moyens de subsistance grâce à la création d'emplois et d'autres sources de revenus sur le plan local; en améliorant l'accès aux marchés par le recours aux fournisseurs locaux et en prenant en compte, chaque fois que possible, le coût total de la propriété (y compris le financement, l'exploitation, l'entretien et le remplacement des équipements).

63. En 2014, 48 % de tous les projets comprenaient une ou plusieurs activités qui ont contribué à la durabilité économique au cours du projet. En ce qui concerne la gestion des projets et les services d'appui, le chiffre était de 35 %; pour ce qui est des infrastructures, 85 %; et pour les approvisionnements autonomes, 29 %. L'activité la plus mentionnée était celle de créer de l'emploi pour les populations locales, relevée par 37 % de tous les projets.

64. En 2014, 69 % des projets relatifs aux infrastructures de transports ont contribué à un accès amélioré aux marchés. En Afghanistan, par exemple, dans le cadre du projet d'amélioration de la desserte des zones rurales, des routes et des ponts sont construits pour que les hommes et les femmes des zones reculées du nord du pays aient un meilleur accès aux marchés. Le projet, financé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement, est mis en œuvre en coopération avec le Ministère des travaux publics, le Ministère du relèvement rural et du développement et les autorités provinciales en complément du Programme national d'amélioration de la desserte des zones rurales.

Justice et inclusion sociales

65. L'UNOPS contribue à la viabilité sociale en respectant les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme et en prenant les précautions voulues sur ce plan; en dialoguant avec les populations locales et en assurant un accès équitable aux bénéfices des projets, en veillant tout particulièrement à protéger les plus vulnérables; en facilitant l'accès à l'alimentation, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services relatifs à la sécurité; en fournissant un appui consultatif et opérationnel dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience et en promouvant systématiquement l'égalité des sexes dans toutes les activités.

66. En 2014, 54 % de tous les projets comprenaient une ou plusieurs activités contribuant à la viabilité sociale. Pour les services de gestion des projets et d'appui, le chiffre est de 49 %; pour les projets d'infrastructure, il est de 81 % et pour les activités d'achat non liées à d'autres activités, il est de 26 %.

67. La population locale a été associée à 36 % des projets. En Somalie, l'UNOPS fournit un appui opérationnel au HCR pour un camp de réfugiés temporaire situé près de la frontière avec le Kenya. L'emplacement du site a été choisi à la suite de consultations avec les notables locaux. Le camp aidera les Somaliens déplacés qui souhaitent rentrer chez eux et se réintégrer, et permettra aux autorités de fournir aux réfugiés qui reviennent des vivres, des abris, des services d'assainissement et une assistance médicale.

68. Environ 48 % de tous les projets ont contribué à la durabilité sociale, y compris en permettant aux populations d'accéder à des services sociaux auparavant inaccessibles. Au Népal, pour le compte du Ministère du développement international, l'UNOPS a construit 10 centres d'assistance aux citoyens dans quatre districts, afin de permettre aux habitants de parler avec la police locale des problèmes de sécurité qu'ils rencontrent personnellement ou collectivement. Le but est de renforcer la gouvernance dans le pays en élargissant l'accès des populations locales aux services de police et à la justice.

Encadré 5

Soutien à la démocratie en Afghanistan

En 2014, l'UNOPS a soutenu la première passation démocratique du pouvoir de l'histoire de l'Afghanistan en mettant en place la nouvelle commission du contentieux électoral et lui fournissant toute une gamme de services d'appui opérationnel avant l'élection présidentielle et les élections aux conseils de province.

Pour le compte du PNUD et en étroite consultation avec la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, l'UNOPS a recruté 472 personnes et trouvé et équipé des bureaux pour que la commission puisse être opérationnelle avant les élections.

En outre, l'UNOPS et la Fondation ont aidé à organiser des séances publiques au cours desquelles, pour la première fois en Afghanistan, des plaintes ont été présentées en présence d'observateurs, d'organisations de la société civile et de représentants des médias afin que la procédure soit plus transparente.

À présent que les élections ont eu lieu et que la commission est pleinement opérationnelle, l'UNOPS s'emploie à renforcer les capacités du personnel dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines, le recrutement, les achats, la logistique et la gestion financière.

Impact environnemental

69. L'UNOPS contribue à l'écoviabilité en atténuant les effets néfastes sur l'environnement, en améliorant la résilience de la biodiversité et de l'environnement et en utilisant des ressources renouvelables, tout en tenant compte des liens entre le développement humain et l'écoviabilité.

70. En 2014, 51 % des projets comprenaient une ou plusieurs activités contribuant à l'écoviabilité. Pour les services de gestion des projets et d'appui, le chiffre est de 39 %; pour les projets d'infrastructures, il est de 80 % et pour les activités d'achat non liées à d'autres activités, il est de 43 %.

71. Quelque 28 % des projets ont contribué à optimiser les méthodes d'élimination des déchets. En Haïti, par exemple, grâce à des fonds de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, l'UNOPS a, avec le Ministère des travaux publics, des transports et des communications, œuvré à la remise en état des

routes après l'ouragan Sandy. Les décombres provenant des chantiers ont été éliminés de manière écologique, en collaboration avec les autorités locales.

72. Quelque 54 % des projets d'infrastructure ont contribué à protéger l'environnement local. À Sri Lanka, dans le district de Kilinochchi, où il a construit et équipé 13 établissements scolaires, l'UNOPS a favorisé l'écoviability en tirant parti de la lumière et de la ventilation naturelles pour réduire la consommation d'énergie. Financé par l'Agence coréenne de coopération internationale, le projet a permis d'améliorer le milieu scolaire de plus de 6 600 élèves.

73. L'UNOPS est en mesure de fournir un appui lorsque, du fait du caractère transfrontalier des problèmes environnementaux, une action internationale coordonnée s'impose. Ainsi, il exécute une quinzaine de projets relatifs à des systèmes hydrologiques transfrontaliers. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial à la demande du PNUD et d'autres partenaires de réalisation du Fonds, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ces projets aident les pays à lutter ensemble contre les stress écologiques qui résultent par exemple de la surpêche et de la pollution industrielle. En 2014, un cadre de gestion commune et intégrée des ressources côtières et marines, fondé sur les écosystèmes, a été évalué dans le cadre du Programme d'action de l'écosystème des mers d'Arafura et de Timor. En outre, l'UNOPS a contribué à des initiatives d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ces changements, en fournissant des services de gestion des ressources humaines et des services d'achat pour le compte du Centre et Réseau des technologies climatiques du PNUE, qui promeut le recourt aux technologies respectueuses de l'environnement pour l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans les pays en développement, suivant les priorités de développement durable de ceux-ci.

Encadré 6

Reconstruction après les inondations de Serbie

En mai 2014, la Serbie a connu de graves inondations. Cette catastrophe naturelle, la plus grave que la région ait subie depuis 120 ans, a fait 34 morts et contraint 32 000 personnes à partir de chez elles. Grâce à des fonds de l'Union européenne et des gouvernements canadien, français et norvégien, et dans le cadre d'efforts menés conjointement avec le Gouvernement serbe, l'UNOPS met en œuvre dans le pays des projets de remise en état et de prévention.

Afin qu'une vie normale puisse reprendre dans les municipalités les plus touchées par les inondations, et que les habitants aient de nouveau accès aux services essentiels, l'UNOPS a remis en état 12 établissements scolaires, 6 km de routes asphaltées, 2 établissements de soins de santé, 1 salle de théâtre de quartier et 275 logements individuels en 2014, et a conçu et construit 13 nouveaux logements individuels pour des familles. En vue de réduire le nombre d'infections et de maladies transmises par l'eau, l'UNOPS a acheté 60 260 kg d'insecticide antimoustiques qui ont été distribués à 63 municipalités.

IV. Résultats de gestion

A. Valeur reconnue par les partenaires

74. En 2014, l'UNOPS a exécuté des projets d'une valeur totale de 1,2 milliard de dollars, contre 1,16 milliard en 2013. La cause principale de cette augmentation est que l'UNOPS a été davantage sollicité pour appuyer des activités de développement menées en Afghanistan et au Myanmar, des activités de lutte antimines menées au Mali, en Somalie et au Soudan du Sud, et des interventions humanitaires menées au Moyen-Orient.

75. En 2014, 57 % des activités de l'UNOPS ont été consacrées à l'appui aux entités des Nations Unies; ce chiffre représente une diminution par rapport à celui de 2013, qui était de 60 %, mais est proche des chiffres enregistrés les années précédentes. Parmi les entités des Nations Unies, le plus grand partenaire de l'UNOPS a été le Département des opérations de maintien de la paix : 237 millions de dollars, soit 19,5 % des dépenses d'exécution (contre 18,1 % en 2013), consacrés notamment à l'appui aux activités menées par le Service de la lutte antimines pour promouvoir la paix et la sécurité. Le PNUD a été le deuxième plus grand partenaire de l'UNOPS parmi les entités des Nations Unies : 232 millions de dollars, soit 19 % du total, 6 points de pourcentage de moins qu'en 2013. En ce qui concerne les entités des Nations Unies, les autres tendances de 2014 sont les suivantes : la valeur des projets exécutés pour le HCR a augmenté pour la deuxième année consécutive, passant de 40 millions de dollars en 2013 à 58 millions en 2014, et la valeur des services d'appui fournis à l'OMS et à ONU-Habitat a également augmenté.

76. Parmi les États, le premier partenaire a été l'Afghanistan, suivi du Pérou et du Guatemala, comme en 2013. En Afghanistan, la majorité des services ont été fournis directement à l'État, tandis qu'au Guatemala et au Pérou, les partenariats ont continué d'être couverts par des accords de services de gestion du PNUD. Les activités d'appui direct aux États, y compris celles couvertes par de tels accords, ont représenté 28 % du total, soit une très légère diminution par rapport au chiffre de 29 % enregistré en 2013.

77. L'UNOPS a établi des partenariats avec des institutions financières internationales. Il a notamment travaillé avec la Banque mondiale, dans le cadre de diverses structures de partenariat, sur des projets d'une valeur de 113 millions de dollars (77 millions en 2013). La valeur des projets mis en œuvre directement pour la Banque mondiale est passée à 19,2 millions de dollars (contre 15,1 millions en 2013).

78. La valeur des projets menés par l'UNOPS en partenariat avec l'Union européenne est restée stable (43 millions de dollars) par rapport à 2013. En Serbie, dans le cadre de ce partenariat l'UNOPS a appuyé divers projets de remise en état d'infrastructures après les inondations. Les nouveaux accords conclus en 2014 représentent 84 millions de dollars, contre 44 millions l'année précédente.

79. L'UNOPS a continué à renforcer son partenariat avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et, en 2014, il est devenu le principal destinataire des fonds de l'Initiative régionale de lutte contre la résistance à l'artémisinine au Cambodge, au Laos, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam. À l'échelle mondiale, l'UNOPS a fourni des services d'une valeur de plus de 68 millions de dollars, y compris sous forme de services d'infrastructure, contre

46 millions de dollars en 2013; il a aussi servi d'agent local pour le compte du Fonds dans 15 pays.

80. L'État qui a contribué le plus au financement des projets de l'UNOPS, dans la mesure où il est possible d'associer directement les activités à un donateur, a, comme en 2013, été le Japon, qui a dégagé des ressources considérables pour des projets d'infrastructure en Afghanistan et au Soudan du Sud. Le Canada est arrivé en deuxième place, suivi des États-Unis, de la Suède et du Royaume-Uni.

81. L'UNOPS gère quelques fonds et des programmes communs financés par plusieurs donateurs; l'un des plus importants, le Three Millennium Development Goals Fund, se trouve au Myanmar; d'autres, tels que le Fonds mondial pour l'assainissement du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le Partenariat Halte à la tuberculose, fonctionnent à l'échelle mondiale. Les gouvernements australien, canadien, néerlandais, suédois, suisse et britannique ont versé d'importantes contributions en 2014.

82. En 2014, les pays où le plus d'activités ont été menées ont été l'Afghanistan, le Myanmar, la Somalie, le Soudan du Sud et le Mali (dans cet ordre). En 2013, ces pays étaient l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Myanmar, la Somalie et Haïti.

83. En 2014, 55 % des projets exécutés concernaient la gestion des projets et les services d'appui, et 29 % l'infrastructure. La plupart des activités d'achat ayant été menées dans le cadre de la gestion de projets et de projets d'infrastructure, les activités d'achat non liées à d'autres activités ont représenté 16 % du total.

84. En 2014, l'UNOPS a demandé à ses partenaires de donner leur avis sur ses prestations, conformément au plan stratégique pour la période 2014-2017. Dans le cadre d'entretiens et d'enquêtes en ligne, il a interrogé plus de 300 personnes occupant des fonctions de haut niveau, représentant des partenaires actuels et potentiels, au sujet de leurs besoins opérationnels et de leur perception de l'UNOPS.

85. Les résultats indiquent que le taux de satisfaction des partenaires demeure élevé puisqu'il approche les 77 %. Près de 82 % des partenaires actuels recommanderaient « probablement » ou « très probablement » les services de l'UNOPS à d'autres. Ces résultats sont similaires à ceux de 2013 et 2012. Le pourcentage de partenaires indiquant qu'ils recommanderaient « très probablement » l'UNOPS a augmenté de 8 % par rapport à 2013 et 2012.

86. Les partenaires ont sélectionné les critères suivants comme étant les plus importants lors du choix d'un partenaire de réalisation : l'efficacité et la qualité des produits et services, le respect du principe de l'appropriation nationale et du renforcement des capacités nationales, et le respect du principe de responsabilité concernant les résultats et la transparence. Ces priorités reflètent les valeurs fondamentales de l'UNOPS, en l'occurrence : la volonté de renforcer des capacités nationales et de favoriser l'appropriation par les pays, le respect du principe de responsabilité concernant les résultats et transparence, et la volonté de travailler en partenariat et de favoriser la coordination, ainsi que d'atteindre l'excellence.

B. Excellence des modes de fonctionnement

87. En 2014, l'UNOPS a conservé sa certification ISO 9001, qui concerne les systèmes de gestion de la qualité, et a élargi son système de gestion écologique

certifié ISO 14001 aux projets d'infrastructure menés en Afghanistan, au Kosovo et dans l'État de Palestine.

88. En outre, l'UNOPS a créé et mis en œuvre un système de gestion des questions de santé et de sécurité pour l'exploitation des infrastructures, qui a obtenu la certification OHSAS 18001 (norme relative à l'hygiène et la sécurité du travail établie au Royaume-Uni et appliquée sur le plan international). L'objectif est de réduire les risques auxquels font face les membres du personnel de l'UNOPS et ses fournisseurs, sur les plans de la santé et de la sécurité, lorsqu'ils travaillent sur des projets d'infrastructure potentiellement dangereux.

89. L'UNOPS a continué d'appliquer le modèle d'excellence de la Fondation européenne pour la gestion de la qualité pour tendre vers l'excellence en tant qu'organisation. Les processus de budgétisation et de planification ont continué d'être alignés sur son modèle d'excellence, et des activités de formation concernant ce modèle ont été organisées à l'intention des membres du personnel.

90. Plusieurs mesures ont été prises pour réaménager les fonctions régionales et celles du siège dans l'optique de l'application du plan stratégique pour la période 2014-2017. Entre autres améliorations, il a été créé un Groupe Ressources humaines et changement chargé de responsabilités concernant la gestion du changement, l'excellence des modes de fonctionnement et les ressources humaines stratégiques. Il a également été créé un Groupe Partenariats, chargé de renforcer la gestion des principaux partenariats, et le Groupe Gestion financière a achevé sa mission de renforcement des fonctions stratégiques relatives à l'élaboration des budgets et des rapports. En 2014, le Centre mondial de services partagés a été créé avec pour mission de fournir, à l'échelle mondiale, des services transactionnels rentables d'administration des contrats, des indemnités et prestations et de la paie des membres du personnel.

91. En 2014, l'UNOPS a commencé à travailler sur un nouveau système de gestion intégré devant permettre une meilleure intégration des processus opérationnels et des systèmes. Le nouveau système devrait améliorer la qualité des données sur lesquelles reposent les décisions de gestion et permettre à l'UNOPS de fournir un appui opérationnel plus efficace à ses partenaires. Il constitue un élément essentiel des efforts que continue de déployer l'UNOPS pour optimiser ses systèmes de gestion des risques et renforcer les contrôles internes, la séparation des rôles et le respect des règles.

Encadré 7

Intégration d'une démarche fondée sur la gestion du risque à l'échelle de l'organisation

L'UNOPS est résolu à favoriser la viabilité et la résilience dans les pays où il intervient. En 2014, faisant suite à la demande du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui souhaitait que les organismes des Nations Unies s'emploient plus activement à renforcer la résilience, il a créé un programme de renforcement de la résilience par la réduction des risques de catastrophe afin que ses projets soient conformes aux engagements pris à l'échelle mondiale.

L'UNOPS s'efforce de renforcer la résilience des pays et des populations en asseyant toutes ses activités sur une culture de gestion du

risque. Cette démarche repose notamment sur la réalisation d'évaluations de l'infrastructure, l'amélioration de la planification urbaine, le renforcement des capacités locales, et la conception et la construction d'écoles, d'hôpitaux et de routes plus résistants. En recensant ou en éliminant les risques, l'UNOPS veille à ce que ses projets contribuent à la mise en place d'infrastructures plus durables. Si les risques ne peuvent être éliminés, ils doivent être mieux maîtrisés et atténués.

L'UNOPS a également concouru à l'élaboration du volet du programme de développement pour l'après-2015 relatif à la prévention des catastrophes, et continuera d'appuyer la mise en œuvre des mesures prévues.

92. En 2014, l'UNOPS a entrepris diverses initiatives afin d'examiner les mécanismes de gestion des risques. En 2015, il continuera de s'employer à intégrer la gestion des risques stratégiques et le respect des règles dans son mode de fonctionnement.

93. Le taux d'application des recommandations d'audit a augmenté en 2014. Toutes les recommandations en 2011 ou avant ont été appliquées et 99 % de celles de 2012 l'ont également été. Pour les recommandations faites entre 2008 et 2014, le taux est de 97 %, contre 93 % en 2013, ce qui montre bien que la direction est fermement déterminée à donner suite aux recommandations qui lui sont faites.

94. Le Bureau de la déontologie de l'UNOPS, qui se veut une entité consultative, impartiale et pragmatique, a examiné 484 dossiers entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014. Un rapport distinct sur ces questions (DP/OPS/2014/4) sera présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2015.

C. Excellence des ressources humaines

95. À la fin de 2014, l'UNOPS avait 6 810 personnes à son service, dont 845 avaient le statut de fonctionnaire et 5 965 étaient employées au titre de contrats de vacataire (729 contrats internationaux et 5 236 contrats locaux). L'UNOPS gère des contrats d'emploi pour le compte de divers partenaires. En 2014, 2 074 des vacataires étaient supervisés par un partenaire.

96. L'UNOPS a recruté 130 fonctionnaires en 2014, dont 89 administrateurs recrutés sur le plan international et 41 agents des services généraux. Le nombre de membres du personnel qui ont quitté l'organisation s'élève à 166. Le taux de renouvellement du personnel, qui était de 18,5 % en 2013, a été ramené à 17,2 %. Les femmes constituaient 32,3 % du personnel recruté sur le plan international, une hausse de 3,8 % par rapport au chiffre enregistré au 31 décembre 2013. Les objectifs relatifs à l'augmentation du pourcentage de femmes ont été atteints en 2014, et l'UNOPS continue d'encourager les candidatures féminines pour tous les postes. L'UNOPS s'emploie à trouver des femmes qualifiées et l'équilibre hommes-femmes est un des critères régissant la gestion des ressources humaines.

97. L'UNOPS a mené pour la première fois une enquête permettant aux membres du personnel de donner leur avis sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes à tous les niveaux de l'organisation et dans les activités et projets.

L'évaluation avait pour but de réunir des données de référence, de recenser les principales lacunes et difficultés, de recommander des moyens d'y remédier et de proposer de nouvelles stratégies plus efficaces, et de recenser les pratiques optimales de promotion de l'égalité des sexes. En novembre 2014, 1 278 membres du personnel avaient pris part à l'enquête.

98. En 2014, l'UNOPS a renforcé la gestion de la performance des membres du personnel; le programme « récompenses, reconnaissance du mérite et sanctions » est à présent en place depuis quatre ans. À une cérémonie annuelle qui s'est tenue en décembre, 6 personnes et 5 équipes de projet ont été félicitées pour leur contribution exceptionnelle dans des domaines tels que la viabilité, l'innovation, et les valeurs fondamentales des Nations Unies. Le programme prévoit aussi des outils de gestion des cas de performance insuffisante.

99. Plus de 1 406 membres du personnel ont participé à des activités ou des programmes d'apprentissage de l'UNOPS. Plus de 500 ont obtenu des qualifications externes en matière de gestion des projets, 76 ont reçu une formation relative aux contrats de travail de l'UNOPS dans le domaine des infrastructures, et près de 200 ont reçu une formation externe et interne portant sur les achats. Plus de 60 cadres supérieurs et moyens ont participé à des cours sur la gestion et le leadership, notamment un programme de mentorat qui a permis de repérer 53 membres du personnel qui pourraient à l'avenir occuper des postes de direction.

100. En 2014, des améliorations ont été apportées aux conditions d'emploi des vacataires, en particulier ceux qui sont recrutés localement, qui sont majoritaires. Ces améliorations, faisant directement suite aux réactions de partenaires et de membres du personnel, procèdent de la volonté d'améliorer les conditions d'emploi afin d'obtenir les meilleurs résultats. En 2014, un fonds central de prévoyance a été créé, grâce auquel les membres du personnel local peuvent épargner 7,5 % de leur salaire tandis que l'UNOPS verse une contribution de 15 %. À la fin de l'année, 2 300 prestataires locaux s'étaient affiliés. En outre, les taux de rémunération du personnel local ont été harmonisés à l'échelle mondiale et alignés sur les barèmes de la Commission de la fonction publique internationale.

D. Gestion financière

101. En 2014, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets d'une valeur de 1,2 milliard de dollars, contre 1,16 milliard en 2013, soit une hausse de 4 %. Les recettes nettes provenant des projets ont atteint 74,8 millions de dollars, contre 72,2 millions en 2013. Les recettes diverses se sont élevées à 4 millions de dollars, contre 4,7 millions en 2013, et les recettes sans contrepartie ont été de 3,8 millions de dollars, contre 6 millions en 2013. Les dépenses de gestion se sont élevées à 58,4 millions de dollars, contre 56,5 millions l'année précédente, soit une hausse de 3,3 %. Un excédent net après provisions s'élevant à 11,6 millions de dollars a donc été enregistré, contre 14,7 millions en 2013. À la fin de l'année 2014, l'UNOPS avait toujours des réserves supérieures au montant minimum calculé selon la formule approuvée par le Conseil d'administration.

102. Une réévaluation actuarielle des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service a montré qu'à la fin de l'année 2014 que ces engagements avaient augmenté d'environ 19,1 millions de dollars par rapport au chiffre de la fin 2013. L'UNOPS a pu inscrire dans les dépenses de l'année un montant de

5,1 millions de dollars. Le solde, soit 14 millions de dollars, a été financé au moyen de la réserve constituée des gains actuariels constatés lors d'exercices précédents.

103. Les montants des dépenses, des recettes et du solde des réserves indiqués ci-dessus pour l'année 2014 sont des chiffres préliminaires calculés par l'UNOPS, qui sont susceptibles d'être modifiés et doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU.
